

Attac-ULg invite la communauté universitaire liégeoise à œuvrer en vue l'adhésion de l'ULg à la «*Magna Charta Universitatum*»

(De la liste des universités adhérentes consultable à l'adresse http://www.magna-charter.org/magna_universities.html il apparaît que l'Université de Liège est la seule grande université belge à ne pas encore avoir signé ce document).

Comme l'ont rappelé entre autres Nico Hirtt et François Schreuer en avril et le sociologue québecquois Gilles Gagné en septembre 2004, l'Université est en train de subir, au niveau mondial, une profonde mutation. Celle-ci affecte sa nature, sa finalité, sa mission, son inscription sociale...

Le processus de changement qui donne à la culture managériale une place toujours grandissante est amorcé depuis plusieurs décennies – en même temps que les pouvoirs publics réduisaient leurs subventions. Bien des universitaires, à côté et au-delà de leurs missions d'enseignement et de recherche, ont accepté ou dû vendre des produits ou des services, accepter des contrats avec le secteur privé. Certains sont d'ailleurs devenus des entrepreneurs à part entière en créant leur entreprise à partir de leur service universitaire, rendant ainsi prophétiques les mises en garde émises il y a plus de trente ans par le philosophe Jürgen Habermas (*Connaissance et Intérêt*, 1968, Gallimard 1979; *La technique et la science comme idéologie*, 1968, Gallimard 1978).

Parallèlement, le monde patronal s'est de plus en plus intéressé au "marché mondial de l'enseignement supérieur". Ainsi, l'*European Round Table of Industrialists* (ERT) publia une série de rapports au travers desquels elle soutient ouvertement que «la responsabilité de la formation doit en définitive être assumée par l'industrie.» (ERT, voir ses rapports de janvier 1989, février 1995 et février 1997).

Aujourd'hui les instances patronales ne se contentent plus de donner des conseils, elles se lancent à l'assaut des C.A. des universités et des Conseils Facultaires. Et il est significatif de constater que là où une institution comme le Parlement Européen s'efforce de prévenir les conflits d'intérêts au sein de la Commission Européenne, le monde universitaire semble se résigner à l'installation paralysante d'un conflit d'intérêts analogue en son sein.

La Magna Charta : un début de réponse

Pourtant, déjà en 1988, les recteurs de plusieurs universités européennes avaient tenté de faire face à cette menace en émettant une déclaration, la *Magna Charta Universitatum*, qui constitue un effort conséquent d'adéquation de l'université aux exigences du monde contemporain, sans renoncer pour autant aux principes fondamentaux constitutifs de la nature même de l'institution universitaire: «L'université, au cœur de sociétés diversement organisées du fait des conditions géographiques et du poids de l'histoire, est une institution autonome qui, de façon critique, produit et transmet la culture à travers la recherche et l'enseignement. Pour s'ouvrir aux nécessités du monde contemporain, *elle doit être indépendante de tout pouvoir politique, économique et idéologique.*», proclamaient-ils (c'est nous qui soulignons).

Malgré la ratification de cette déclaration par 388 recteurs des plus prestigieuses universités du monde entier, cet effort s'avérera pourtant dérisoire devant l'agressivité du monde patronal et la connivence de franges de plus en plus importants du monde académique lui-même. Ainsi, à la question de savoir si c'est bien l'*European Round Table of Industrialists* (ERT) qui trace la voie, en février 1998 le recteur d'une grande université belge répondait sur les ondes d'une radio universitaire : «Oui, je l'espère! Cette Table Ronde Européenne, qui a écrit deux rapports tout à fait remarquables (...) montre l'utilisation qu'on peut faire des moyens modernes pour mieux apprendre. Ces (...) documents vraiment remarquables font pour le moment le tour des universités européennes et étrangères. Ils tracent des voies étonnantes telles que l'importance d'une chaîne éducative qui va

aujourd'hui de la crèche à la tombe. Ils tracent également ce que doit être l'éducation! et ce qu'on attend d'une formation, qu'elle soit dans une haute école ou à l'université. Ces traces rejoignent complètement celles données par le Conseil des recteurs européens ou d'autres instances.» Dans ce contexte, la déclaration de Bologne signée le 19 juin 1999 par des ministres de l'éducation de 29 États Européens, en dehors de tout cadre institutionnel, porte en elle une première ouverture officielle en Europe vers ce processus de marchandisation de l'enseignement supérieur.

La question posée par l'UNESCO (http://www.unesco.org/courier/2001_11/fr/doss11.htm) prend dans ce contexte toute sa pertinence: «*Le rempart des libertés académiques tiendra-t-il face aux incursions des entreprises ?*»

Rien n'est moins sûr compte tenu de tout ce qui précède. Et pourtant, il n'existe pas d'autre voie, si l'on veut préserver la nature de l'institution universitaire telle que définie justement dans la *Magna Charta Universitatum* (http://csia.unica.it/csia/Doc/mcu_fr.htm) que la défense de l'autonomie de l'université et ses corollaires: les libertés académique, de recherche et de publication.

Pour l'adhésion de l'ULg à la *Magna Charta Universitatum*

Nous le savons, la *Grande Charte des Universités* ne garantira pas à elle seule la préservation des valeurs universitaires aujourd'hui menacées. On peut en effet y adhérer à la manière du *marketing* dit "éthique" en vogue aujourd'hui, tout en faisant en pratique le contraire des principes qui y sont défendus. Mais la *Magna Charta* constitue un point de départ, le plus petit commun dénominateur des valeurs universitaires à préserver.

Attac-ULg souhaite qu'un maximum de membres de la communauté universitaire interviennent auprès de nos autorités afin que notre Université signe ce document, dans la droite ligne du discours prononcé par notre Recteur lors de la rentrée académique (<http://www.ulg.ac.be/presse/ra2004/>).

Pour Attac-ULg,

Gilles Henrard,
Jérôme Leboutte,
Christine Pagnoulle,
Jorge Palma
Jean-Etienne Poirrier

Liège, le 7 octobre 2004